

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 990

Rubrik: En bref

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le politique au féminin

Puisqu'il s'agit ici de ma première intervention dans ces colonnes, qu'on me permette quelques considérations préliminaires. L'invitée de DP, m'a-t-on dit, s'exprime en toute liberté sur le sujet de son choix. Pas nécessairement, donc, sur sa «spécialité» — la mienne étant la cause des femmes. Redoutable défi pour la néophyte, vaguement angoissée à l'idée d'être tombée, par faiblesse narcissique, dans un des travers médiatiques de l'époque: travers qui consiste à accepter d'émettre des opinions sur les problèmes les plus divers alors même que celle ou celui qui parle ne tire son propre droit à la parole que d'une compétence sectorielle, hors du champ de laquelle elle ou il n'a pas plus de légitimité — voire à moins de légitimité — que les destinataires de ses propos.

Cependant, la nature de ma «spécialité» m'offre une justification provisoire. La cause des femmes — beaucoup l'ont désormais compris, en particulier, je n'en doute pas, parmi les lectrices/lecteurs de DP — n'est pas celle de la morne et muette adéquation du deuxième sexe à l'ordre établi par le premier: elle implique qu'on interroge et réinterroge les structures existantes — mentales, culturelles, sociales, politiques — pour tenter de comprendre en quoi l'irruption du féminin peut les modifier et pourquoi, en revanche, le féminin résiste bien souvent si mal à leur pouvoir de normalisation.

Le et la politique

Telle est donc la démarche que je vais essayer de mettre en œuvre dans cette première contribution, quitte à m'affranchir, dans les suivantes, de tant de précautions. En choisissant, comme terrain d'exercice, un constat qui me navre depuis que j'ai quitté mon Italie natale pour venir m'établir sur les bords du Léman, et qui se répète régulièrement en période péri-électorale,

comme récemment dans le canton de Vaud: celui du mauvais rapport des Suisses, et en particulier des Suisses romands, au politique.

Je dis bien: *au* politique et non pas *à la* politique, tant il est vrai que *la* politique, au sens de la sage gestion des affaires de la cité, préoccupe ici, malgré le fort abstentionnisme, suffisamment de monde pour faire tourner la machine à plein régime. Le politique, en revanche, semble n'intéresser presque personne: il souffre d'une parenté rédhibitoire avec cette chose scandaleuse et innommable entre toutes dans nos contrées qu'est la pensée théorique. Le féminisme, qui veut changer le monde par la force des idées, et pas seulement mieux partager entre les sexes le gâteau rance du pouvoir, relève, lui, indubitablement du politique; c'est pourquoi l'on pouvait espérer que l'entrée des femmes suisses en politique — promise, justement, par le féminisme — contribuerait à ranimer le goût des vrais projets et de la réflexion de fond dans les partis et dans les parlements, voire dans les exécutifs. C'est ce qui s'est passé ici ou là grâce à quelques politiciennes hors classe. Force est d'admettre toutefois que

ce versant-là de la différence sexuelle en politique n'est presque jamais évoqué dans les milieux — en particulier les associations féminines — où l'on se soucie d'une meilleure représentation des femmes en politique. Au contraire, si on y évoque une certaine spécificité féminine dans la prise en charge de la chose publique c'est, comme par hasard, pour mettre en valeur des qualités qui rendraient les femmes encore plus conformes que les hommes à l'esprit du système: par exemple, le pragmatisme.

C'est ce que j'ai pu vérifier il y a peu dans un groupe de femmes qui s'interrogeaient sur le meilleur moyen de motiver des candidates, et où l'on ne s'offusquait nullement, bien au contraire, de l'incapacité de beaucoup d'entre elles à se situer clairement sur l'échiquier idéologique.

Est-ce à dire que *le* politique, quel que soit le mouvement d'idées qui le véhicule, n'a pratiquement aucune chance de s'affirmer face à l'apolitisme foncier de notre culture? Une des innombrables questions que le féminisme pose à la société tout entière sur son identité.

Silvia Ricci Lempen

L'invitée de DP s'exprime librement dans cette tribune. Silvia Ricci Lempen est rédactrice en chef de *Femmes suisses*. Titre et sous-titre sont de la rédaction.

EN BREF

Dans un article mettant en évidence que la Suisse est le seul pays sans parlement professionnel, l'hebdomadaire économique *Cash* note que notre parlement de milice coûte cette année 35,5 millions de francs, c'est-à-dire 20 millions de moins que l'Ecole de gymnastique et de sport de Macolin.

Dans huit communes du canton de Schwytz, les noms des contribuables en retard pour le paiement de leurs impôts sont affichés au pilier public avec l'indication du montant dû. Des mœurs semblables existent aussi dans la petite ville lucernoise de Sursee.

La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique dispose d'une administration assez importante puisque son budget annuel se monte à cinq millions de francs. Le secrétariat général à Berne produit des documents dont l'importance n'est pas négligeable pour la politique scolaire des cantons.

Une nouvelle association scolaire cherche à diffuser l'idée de l'enseignement fondé sur la bible. Deux écoles de cette tendance existent depuis 1987 à Meilen et à Rüti dans le canton de Zurich. Elles ont à peu près 50 élèves. Sur une base comparable, une école existe à Berne. Dans la région bâloise, une création est en cours.